

OMNES

"LES NOUVEAUX INDICATEURS DE RICHESSE"

Lundi 19 avril 2010

Exposé de Géraldine Thiry, doctorante en économie, Université de Louvain, Belgique

Mme THIRY. - Après avoir écouté **Xavier Timbeau**, je ne sais si mon exposé sera très contradictoire, car même si j'aborde un point de vue différent, je rejoins plutôt ce qui vient d'être dit.

J'aimerais vous montrer à quel point les débats actuels sur les nouveaux indicateurs de richesse constituent effectivement une opportunité de changement et dans quelle mesure ils comportent également de nombreux risques d'être instrumentalisés.

Je vais, dans un premier temps, effectuer un rapide rappel des débats actuels visant à aller au-delà du PIB, afin de montrer en quoi ils recèlent de nombreux enjeux aujourd'hui. Dans un deuxième temps, je mettrai ces enjeux en lumière à travers deux exemples : celui du *Genuine savings*, dont a parlé **Xavier Timbeau**, soit l'épargne nette ajustée ou l'épargne véritable, indicateur très critiquable de la Banque mondiale, et celui des enjeux de normes de valeurs, très présents dans les débats actuellement. Enfin, je conclurai par quelques questions.

Tout d'abord, comme **Xavier Timbeau** l'a expliqué, il existe aujourd'hui un constat prenant une ampleur considérable : les systèmes statistiques hérités du passé ne sont plus à la hauteur des défis du XXI^{ème} siècle. Les outils utilisés aujourd'hui dans la guidance des politiques socio-économiques sont historiquement datés.

Qu'est-ce qui fait qu'aujourd'hui, ce constat prend une telle ampleur ? Avant de réfléchir aux causes l'expliquant, nous pouvons nous demander ce qui peut être reproché au PIB.

Qu'est-ce que le PIB ? Il s'agit de la valeur de marché de l'ensemble des biens et services finaux produits et recensés dans un pays, au cours d'une période, généralement une année. Le PIB est donc l'évaluation d'un flux monétaire et un agrégat.

Que reproche-t-on au PIB ? En fait, deux choses. D'une part, d'inclure positivement des activités ayant des externalités négatives. Comme l'a mentionné **Xavier Timbeau**, les externalités sont les effets d'une production néfaste et non reflétés à travers les prix de marché. D'autre part, de ne pas prendre en compte des activités générant pourtant du bien-être ou étant productrices de sens, d'un point de vue agrégé. Il s'agit, en l'occurrence, du travail bénévole, du travail domestique, du fait que nous consommons des ressources gratuitement comme de l'air, de la durabilité de nos activités, de la qualité ou pénibilité du travail. Tous ces éléments importants d'un point de vue social et sociétal ne sont pas pris en compte dans le PIB.

Dès lors que la croissance du PIB est un objectif prédominant dans les politiques socio-économiques, on peut se demander s'il est encore pertinent de la suivre.

Ces questions sont posées aujourd'hui avec beaucoup d'acuité, probablement à la suite de trois évolutions historiques, faisant que nous sommes à un tournant important. Dans un premier temps, il a été montré, dès 1974, qu'il n'y avait pas toujours corrélation entre la croissance économique et la satisfaction de vie : c'est le paradoxe d'Easterlin.

En fait, à partir d'un certain seuil de confort matériel, on remarque que, dans de nombreux pays, la croissance économique continue à augmenter, alors que la satisfaction de vie, soit croît à un rythme plus lent que le PIB, soit stagne ou décroît, comme au Japon et en Belgique.

Dans un deuxième temps, les impacts environnementaux de la croissance sont devenus criants. Or, ils ne sont toujours pas pris en compte par le PIB. C'est un problème d'évidence qui va soutenir l'urgence d'un changement de mesures.

Dans un troisième temps, et je ne vais pas trop m'attarder sur ce point, car il a été extrêmement bien développé par **Xavier Timbeau**, il convient de noter que la croissance de ces trente dernières années s'est accompagnée d'une croissance sans précédent des inégalités. Nous avons effectivement parlé des évolutions du PIB et du revenu médian. Nous pouvons également noter, par exemple, qu'aux États-Unis, de 1950 à 1980, les 10 % les plus riches de la population accaparaient 32 % du revenu des ménages. Or, le calcul a été refait de 1980 jusqu'à 2002 et il a été constaté que ces mêmes 10 % accaparent 50 % des revenus des ménages.

A également été observé un autre indicateur : au sein des revenus des ménages riches, ceux des revenus des ménages très riches n'ont cessé d'augmenter.

Par ailleurs, s'agissant de l'évolution de la valeur ajoutée, il convient de noter que la part des salaires est de plus en plus petite, proportionnellement à la rémunération du capital.

Ces différentes évolutions montrent un accaparement inégalitaire de la valeur à travers les années, dont nous avons amplement conscience aujourd'hui et c'est probablement cette conscience des inégalités qui a généré, de la manière la plus importante, selon moi, les débats actuels.

Pourquoi ? Parce qu'on nous indique souvent que le PIB par tête, donc le PIB divisé par le nombre de personnes dans une population, est continuellement en hausse. **Xavier Timbeau** a bien expliqué pourquoi il était en hausse. Il pourrait simplement l'être par l'accroissement des revenus d'une très faible proportion des ménages. Or, à voir le PIB par tête en hausse et sa propre situation inchangée, voire dégradée, se produit un hiatus venant questionner la pertinence du PIB comme balise principale des politiques socio-économiques.

Qui prend part à ces débats ? Le questionnement du PIB ne date pas d'hier. Dès les années 1960, on a vu se développer une série d'indicateurs qui, soit prétendaient apporter de l'information sociale à l'information économique prédominante, soit se positionnaient plus explicitement comme une alternative ou un complément au PIB.

Les premiers acteurs des débats étaient surtout les organisations non gouvernementales et les *Think tanks*. Vous avez peut-être entendu parler en 1968 de la mise en place du Club de Rome, ensemble de chercheurs rassemblés dans un *Think tank* pour réfléchir aux limites de la croissance.

Les académiques ont également beaucoup contribué théoriquement à la réflexion sur les finalités de la croissance et sur sa pertinence.

Depuis quelques années, on voit que des institutions puissantes et influentes prennent part au débat, parmi lesquelles l'OCDE. Je fais d'ailleurs un stage de quatre mois dans l'équipe ayant mis en place des forums mondiaux, intitulés *Measuring and fostering the progress of societies*, pour mesurer et renforcer le progrès des sociétés. La question était explicite. Il s'agissait de chercher de nouvelles mesures. Par ailleurs, au sein de l'OCDE, quelques travaux de typologie ont également été effectués.

La Banque mondiale s'est également saisie de la question en mettant en place l'épargne nette ajustée ou le *Genuine savings*, sur lequel nous allons revenir pour illustrer les enjeux normatifs d'un choix de mesure.

L'Union européenne, quant à elle, a organisé en 2007 une conférence internationale intitulée *Au-delà du PIB*. La finalité était assez explicite et nous verrons ce qu'il en a été fait.

Finalement, la Commission Stiglitz a publié son rapport en septembre 2009.

Je m'arrête sur le rapport Stiglitz, qui constitue une excellente synthèse de nombreux travaux déjà préexistants. La Commission était composée de personnes extrêmement brillantes en économie. En ce sens, ce rapport constitue un élément important, au moins pour trois raisons :

- Premièrement, il reconnaît explicitement le hiatus existant entre la réalité statistique d'un PIB par tête tendanciellement en hausse et une situation personnelle inchangée ou dégradée,
- Deuxièmement, comme il a été mandaté par une instance gouvernementale et que la Commission est composée de grands scientifiques, il constitue une interface importante entre l'académique, à qui il fournit une belle visibilité, puisque de nombreux travaux cristallisés dans le rapport préexistaient, mais ne disposaient pas de cette belle visibilité, et le politique, à qui cette Commission offre le crédit d'un travail scientifique présidé notamment par des Prix Nobel d'économie.

En ce sens, ce rapport constitue donc un moment historique important,

- Troisièmement, et j'en arrive au dernier point sur lequel je vais développer la plupart de mon argumentation, ce rapport a le mérite de reconnaître, dans ses premières pages, la portée normative des indicateurs.

Dans les premières pages, on lit d'emblée que ce que l'on mesure, influence ce que l'on fait. Là, on revient sur l'une des premières phrases de la présentation de **Xavier Timbeau** visant à souligner que l'information constitue un pouvoir.

Effectivement, la plupart des membres de la Commission Stiglitz reconnaissent que les indicateurs ne font pas que refléter une réalité, mais contribuent à façonner et influencer une réalité.

Pourtant, bien que ce moment soit important, il importe d'aller plus loin, notamment en adoptant une posture critique vis-à-vis des débats.

Pourquoi ? D'une part, parce que ces débats sont très singuliers -et je vais revenir tout de suite là-dessus- et, d'autre part, parce que, eu égard à leur singularité, il s'agira de bien mettre en lumière les impacts des choix de mesures. Choisir un indicateur, comme cela a déjà été très bien illustré dans la présentation de **Xavier Timbeau**, c'est beaucoup plus que refléter simplement une réalité, beaucoup plus que médiatiser une réalité non perceptible, c'est orienter la réalité qui en sortira.

Quelle est cette singularité des débats ?

J'entre dans les enjeux que recouvrent ces débats. Les débats actuels portent sur la redéfinition de nouveaux indicateurs de richesse. Cela signifie qu'ils posent inextricablement des questions de finalité, comme "*Qu'est-ce que le progrès ? Qu'est-ce qui est désirable pour une société ?*" Ce type de question requiert assez naturellement un processus démocratique pour se voir légitimé.

Toutefois, on se pose également la question de savoir comment mesurer le progrès, et cette question de mesure, qui est une question de méthode, semble être souvent l'apanage assez naturel des experts. Or, dès lors qu'il s'agit des concepts de progrès, de durabilité et de qualité de vie, on ne peut pas dire qu'ils existent avant et indépendamment de leur mesure. C'est en les mesurant que l'on va leur donner une substance, d'où le risque, très particulièrement dans ces débats, de se voir accaparer le sujet par une poignée d'experts, au nom de motifs méthodologiques : "*Nous maîtrisons la mesure et il s'avère donc normal que nous nous en occupions*", alors que, mesurer le progrès, c'est implicitement le définir.

Il s'agit donc de vraiment rester attentif à la manière dont le débat peut se voir instrumentalisé dans sa partie technique.

Certes, il est très important de reconnaître que ce que l'on mesure influence ce que l'on fait et le rapport Stiglitz l'a extrêmement bien fait, mais il s'agit également d'aller plus loin en se disant que la manière dont on mesure et dont on prend en compte, au sens propre et figuré, a des conséquences non négligeables.

Cette manière de prendre en compte et de mesurer, va influencer les débats et on peut, en fait, l'observer à deux niveaux du débat : en amont de la construction même des indicateurs, et avec beaucoup plus d'intensité, au sein de la construction d'indicateurs.

Je vais commencer par l'orientation des débats en amont de la construction des indicateurs, en revenant sur la structure du rapport Stiglitz. Je ne sais pas si vous l'avez lu, mais il était structuré en trois parties, lesquelles reflétaient les travaux des trois sous-groupes composant la Commission.

La première partie du rapport portait sur les questions classiques relatives au PIB et à la comptabilité nationale. Il s'agissait de voir, dans les outils dont nous disposons aujourd'hui, quels étaient ceux qui pouvaient être utilisés à meilleur escient que ce que l'on en fait pour le moment, notamment mieux mesurer le revenu et mieux utiliser les mesures classiques économiques.

La deuxième partie du rapport concernait les questions liées à la qualité de vie. Il s'agissait de recenser un ensemble d'initiatives existant dans la mesure de la qualité de vie, s'agissant autant des mesures objectives que des mesures subjectives, comme la satisfaction de vie, etc.

La troisième partie du rapport traitait de questions d'environnement et de développement durable, en présentant l'ensemble des indicateurs proposés et en mettant en exergue les enjeux assez conflictuels, sous-jacents à la définition de la soutenabilité, auxquels **Xavier Timbeau** a déjà fait allusion lors de sa présentation du *Genuine savings*.

En fait, cette structuration en trois chapitres oriente d'emblée les débats en amont.

Pourquoi ? Effectivement, en traitant de la qualité de vie, de l'environnement et des questions de revenus, mais mieux mesurées, on peut dire que la Commission compte ce qui compte, car il s'agit de trois thématiques importantes et qu'il convient de les prendre en compte. Cependant, le fait qu'elles aient été prises en compte de manière cloisonnée a empêché certaines questions d'être posées.

Je ne discute pas des finalités, mais qu'en est-il du remplacement du PIB ? Dès lors que l'on laisse aux mesures économiques traditionnelles un chapitre à part entière, il ne sera possible de penser la qualité de vie ou le développement durable qu'à la marge des indicateurs économiques traditionnels. Je ne discute pas du fait qu'ils soient désirables ou pas, mais cette question a subrepticement été évincée et personne ne s'est posé la question d'une prospérité ou d'un bien-être sans croissance, question pourtant posée dans un rapport établi sous la direction de **Tim Jackson**, pour le Gouvernement anglais, en 2008.

Là, on a déjà une orientation des débats : on ne se pose pas la question, on met de côté la possibilité de remplacer le PIB, en changeant la dynamique sous-jacente.

Se pose également la question, lorsque l'on sépare le PIB et la qualité de vie, de savoir si on a bien réfléchi que du fait de consommer plus, évoqué dans le premier chapitre du rapport comme quelque chose de désirable -on sent à la lecture du rapport que la consommation est considérée comme participant du bien-être des personnes-, pouvaient découler des effets dévastateurs de la course au toujours plus, liés à des phénomènes de comparaison sociale et provoquant des sentiments de mal-être et d'envie.

Une question qui n'a pu être posée, du fait que ces thématiques ont été traitées de manière cloisonnée.

Par ailleurs, en traitant la qualité de vie et l'environnement de manière cloisonnée, on peut se poser la question des ponts à créer entre mon bien-être aujourd'hui (j'adore rouler en 4x4 dès que je le peux), le bien-être collectif au même moment (tout le monde roule en 4x4 et les villes sont engorgées), sans oublier le bien-être des générations futures, menacées par un excès d'émission de CO2.

De nouveau, en posant la question de la qualité de vie, indépendamment de celle de l'environnement, le lien qui permettrait de faire entrer l'environnement dans mon bien-être reste assez ténu. Certes, la partie relative à la qualité de vie comporte un paragraphe évoquant les services environnementaux que l'on peut tirer, mais il est uniquement question des services perceptibles dans l'immédiat.

Or, cette question de la temporalité très différente entre la qualité de vie à court terme et les défis environnementaux de long terme n'a pas été suffisamment creusée. Il existe donc des pistes pour aller plus loin.

Voilà une brève illustration de la manière dont simplement, en structurant les thèmes à aborder, on oriente déjà les débats en amont. Ce qui est beaucoup plus significatif dans les débats actuels et qui fait leur singularité, c'est qu'il s'agit de débats sur les indicateurs.

Ainsi, à travers ceux que l'on nous propose comme alternatives au PIB, il s'agit de se poser la question de savoir s'il s'agit vraiment d'alternatives. Je reprends l'exemple de l'épargne nette ajustée ou *Genuine savings*, qui se dit un indicateur de soutenabilité, donc de développement durable. La manière dont va être quantifié le concept de soutenabilité donne tout son sens.

Pour arriver à voir les impacts d'un choix de mesures -et il ne s'agit que d'une illustration parmi un ensemble d'autres qui constituent ma thèse de doctorat- on verra que le choix de mesures a une implication politique et extrêmement forte en termes de normes.

Je vous rappelle, à l'écran, comment l'épargne nette ajustée est calculée. Il s'agit d'un indicateur découlant d'un indicateur traditionnel de comptabilité nationale. En fait, on part de ce que l'on appelle l'épargne brute, à savoir la partie de vos revenus que vous ne consommez pas. Pour

différentes raisons, l'épargne, d'un point de vue macro-économique, se retrouve sur la forme d'investissements.

Pour la première partie de l'indicateur, on considère ce qui a été investi au cours d'une année. Qu'est-ce que l'investissement ? Il s'agit de l'achat de matériels ayant des vertus productives, que l'on utilise dans des firmes, sans oublier le capital investi dans des firmes. Cela apparaît dans cette première grande colonne.

Suite à cela, on déduit l'amortissement, donc la dépréciation de la valeur du capital fixe et investi. Puis, ont lieu trois ajustements, dont le premier est la prise en compte de la valeur monétaire de l'investissement en capital humain.

Comment ce capital humain est-il pris en compte ? On va prendre en compte les dépenses d'éducation. Il ne s'agit plus de les considérer comme des dépenses, mais bien comme un investissement dans la productivité future des personnes.

Puis, on déduit la dégradation des ressources naturelles, évaluées à leur prix de marché, et la détérioration de la qualité de l'environnement à travers les dommages de la pollution, notamment via le CO₂, dont **Xavier Timbeau** a bien montré l'absurdité du mode de comptage.

Chacune de ces dimensions est contestable en elle-même. Malheureusement, pour une question de temps, je ne vais pas pouvoir les discuter séparément. Je vais donc m'arrêter un moment sur l'hypothèse de substituabilité, introduite par **Xavier Timbeau**, qui caractérise cet indicateur monétaire. Ainsi, chacun des capitaux différents que nous avons vus est comptabilisé dans une unité monétaire et est sommé, de sorte que si la somme est positive, le pays est considéré comme soutenable et inversement.

Dès lors que l'on somme des capitaux de natures très différentes dans une même unité, on considère finalement qu'ils sont substituables l'un avec l'autre. Or, avec cet indicateur, si le Brésil décide de détruire toute la forêt amazonienne pour en vendre le bois et en utilise le chiffre d'affaires pour l'investir dans des dépenses d'éducation, on a une super dépréciation des ressources naturelles, mais une super augmentation des dépenses d'éducation, et le Brésil reste donc sur une voix soutenable.

L'idée est de voir que l'on appelle soutenable un pays en train de détruire la forêt amazonienne, dont la valeur est bien plus importante que la seule valeur de marché du bois qu'elle va offrir, puisque sa capacité d'absorption du CO₂ n'entre pas en compte dans son prix de vente.

Cet indicateur est dit de soutenabilité faible, puisqu'il n'a aucune idée de limite économique ni qu'un seuil critique de chacun de ces capitaux devrait être maintenu.

Certains économistes diront qu'il existe toujours la possibilité d'ajuster des prix corrects, ce qui permettrait de rendre la dépréciation des ressources naturelles si chère qu'elle ne puisse pas être compensée, au sein de l'indicateur, par une augmentation, par exemple, des dépenses d'éducation. En fait, on se rend compte que, si c'est effectivement le cas dans la théorie et dans un monde parfait, comme en a parlé **Xavier Timbeau**, avec une information parfaite, pas d'externalités, propriétés parfaites, alors, au fur et à mesure que les ressources s'épuisent, le prix des ressources naturelles devrait monter à l'infini et devenir irremplaçable. Mais ce n'est pas le cas dans la réalité, où le prix des ressources naturelles est sous-estimé, ce qui ne permet pas de répondre concrètement à cette objection.

Je ne reviens pas sur le contre-exemple du CO₂ puisqu'il a été déjà développé par Mr **Timbeau**. Aujourd'hui, dans l'épargne nette ajustée, la manière dont le CO₂ est comptabilisé à 17 € la tonne, implique que toute dégradation de l'environnement liée aux émissions de CO₂ a un poids si petit dans l'indicateur qu'il est simplement impossible de le voir. Il pourrait donc vraiment y avoir de gros impacts sur l'environnement en termes de détérioration de la qualité de l'air, d'augmentation de l'effet de serre, sans qu'ils soient visibles dans cet indicateur.

Ainsi, à travers un choix de mesures, vous pouvez constater que c'est tout un ensemble de comportements politiques qui sont en jeu, puisque certains membres de la Banque mondiale, qui avaient été à l'origine de cet indicateur, avaient suggéré l'idée en 1997, de l'utiliser comme un critère d'octroi d'aide financière.

L'idée était simple : tous les pays considérés comme non soutenables n'auront pas droit aux aides. Qui étaient ces pays ? Notamment les pays riches en ressources pétrolières, car il y avait une ponction de leurs ressources très forte et que cet indicateur, autre question problématique, impute le coût de l'extraction, non pas au consommateur final mais au producteur, à savoir le pays qui est généralement déjà très pauvre et qui exporte ses ressources, ce qui permet de ne pas freiner la surconsommation au Nord, dans les pays occidentaux, des ressources non renouvelables...

Cet indicateur pose un grave problème et c'est pour cela que je l'ai choisi pour illustrer dans quelle mesure on nous présente une alternative au PIB, alors qu'il pose des problèmes aussi considérables.

Enfin, quelques remarques conclusives.

Aujourd'hui, les débats brassent un ensemble de finalités et mettent de nombreux acteurs autour de la table. Au-delà des acteurs de la concertation sociale habituelle, viennent se greffer des ONG, des académiques, des bureaux de statistiques, des institutions internationales. Il s'agit évidemment d'acteurs dont les finalités et postures institutionnelles sont très diverses, mais, à travers leur rencontre, ces débats prennent une importance assez forte. Aujourd'hui, ils constituent, je pense, une belle opportunité de se mettre autour de la table.

Trouver un indicateur de richesse ne devient plus une finalité, mais le moyen d'ouvrir un débat.

Toutefois, par la singularité des débats qui vont parler d'indicateurs, d'arguments techniques, le risque démocratique de voir les questions de finalité un peu occultées par des questions de méthodologie qui vont apparaître plus neutres, mais très porteuses de valeurs -on l'a vu dans l'illustration de l'épargne nette ajustée- est assez important. C'est la raison pour laquelle il faut, dans les débats actuels, être assez attentif à la décomposition des mesures.

Discuter de nouveaux indicateurs, c'est redéfinir collectivement ce que serait un progrès (qualité de vie, soutenabilité, soit, des finalités désirables d'un point de vue sociétal). Intégrer de nouveaux acteurs au débat, prendre acte du fait que les indicateurs, non seulement reflètent mais également agissent, et prendre acte vraiment concrètement et consciemment de ce pouvoir du chiffre sur la norme et enfin, invalider un paradigme historiquement daté, à savoir une discussion beaucoup plus profonde non abordée ici, sur l'idée du paradigme de la croissance. Ce sont des discussions théoriques posant de grands enjeux...

Pour arriver à saisir la richesse de ces débats actuels, il s'agit d'être très attentif à percevoir de manière systématique les enjeux normatifs, c'est-à-dire les fondements et les impacts en termes de normes, de valeurs, de comportements politiques, d'un choix de mesures.

Je vous remercie.

À l'écran, vous avez les références de l'article dont je vous ai parlé au début de ma présentation.